

# En Asie, la suppression des droits syndicaux serait devenue la norme dans l'industrie de l'habillement

By [Julia Garel](#)



**BUSINESS** Image: Unsplash

12 octobre 2022

Un nouveau rapport de Business & Human Rights Resource Center (ONG basée à Londres) révèle un retour en arrière concernant le respect des droits des travailleurs chez plusieurs fournisseurs de détaillants de mode internationaux.

24 dirigeants syndicaux et 124 militants syndicaux et activistes du travail au Bangladesh, au Cambodge, en Inde, en Indonésie et au Sri Lanka ont été interrogés par Business & Human Rights Resource Center. Et les résultats de l'enquête ne sont pas réjouissants. Près des deux tiers (61 pour cent) des répondants au sondage signalent une régression depuis la pandémie quant à la liberté d'association et la négociation collective. D'autre part, près de la moitié (48 pour cent) des personnes interrogées ont révélé une augmentation de la discrimination, de l'intimidation, des menaces et du harcèlement à l'encontre des membres des syndicats.

Ces allégations visent 13 usines, lesquelles fournissent, ou ont fourni, au moins 15 marques de mode internationales, dont Etam, Adidas, C&A, H&M, Hugo Boss, J. Crew, Mango, Next, Primark et Under Armour.

Selon l'ONG, la suppression des droits syndicaux a atteint un pic au début de la pandémie et est aujourd'hui devenue la norme. « Sans voix ni protection collectives, les travailleurs sont confrontés à des salaires en baisse, à un travail plus précaire, à des

horaires plus longs, à des abus et à du harcèlement dans les usines », peut-on lire dans le rapport.

## **La solution : une pression internationale**

L'organisation rappelle qu'il s'agit d'un problème à l'échelle de l'industrie et que des exemples de meilleures pratiques prouvent que les marques peuvent progresser. Selon elle, une pression internationale soutenue peut aider à améliorer la citation. Elle cite l'exemple de l'enseigne Next qui a signé une convention collective historique avec un fournisseur basé au Sri Lanka et les Free Trade Zones et General Services Employees Union en octobre 2021.

Consciente des problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs de l'industrie de l'habillement en Asie, une organisation d'initiative citoyenne européenne (ICE) a lancé en juillet 2022 une campagne visant à faire valoir les droits des travailleurs qui fabriquent nos vêtements. Baptisée [Good Clothes Fair Pay](#), elle « exige une législation sur le salaire vital dans le secteur de l'habillement, du textile et de la chaussure ».

Par ailleurs, en septembre dernier, la Commission Européenne a présenté [un texte visant à interdire les produits issus du travail forcé](#) sur le marché de l'Union européenne. La proposition concerne les produits fabriqués au sein de l'Union européenne ou dans d'autres pays mais destinés à être commercialisés sur le marché des 27 États membres.